**Madame le Garde des Sceaux**

**Cabinet de la Garde des Sceaux**

13, place Vendôme

75042 Paris Cedex 01

*Par courrier recommandé*

Paris, le

**Objet : Demande préalable d’indemnisation (article R.421-1 du Code de justice administrative) des préjudices subis par** **[NOM ET PRENOM DE L’INTERESSE] en raison de la durée excessive de la procédure devant la NOM DE LA JURIDICTION]**

Madame le Garde des Sceaux,

Madame, Monsieur,

J’interviens en qualité de Conseil de **[NOM ET PRENOM DE L’INTERESSE]**

De nationalité

Demeurant

Par la présente, mon/ma client(e) sollicite que le préjudice causé par le délai anormalement long de la procédure administrative la concernant soit indemnisé.

Mon/Ma client(e) a formé un recours le [**DATE**], enregistré le **[DATE]** par le greffe du [**JURIDICITON]** contre [**DECISION CONTESTEE]**

A ce jour, soit plus de [**DUREE]** après l’enregistrement de sa requête, le recours formé par mon client / ma cliente est toujours pendant / ou s’est terminé par une décision du DATE intervenue plus de NOMBRE années après l’introduction du recours, ce qui constitue un délai anormalement long de procédure.

1. La faute commise par l’Etat engageant sa responsabilité :

Le durée excessive de la procédure devant la juridiction administrative caractérise le comportement fautif de l’État justifiant l’engagement de sa responsabilité, en application des stipulations de l’article 6-1 de la Convention Européenne des droits de l’Homme, des dispositions de l’article R311-1 du Code de justice administrative, et conformément à la jurisprudence du Conseil d’Etat (CE Ass. 28 juin 2002, n°239575 Min. de la justice c/ Magiera).

Les graves conséquences engendrées par la durée excessive de la procédure devant la juridiction administrativedevront être réparées. La faute est patente et le lien de causalité évident.

1. Le préjudice résultant du comportement fautif de l’administration :

Mon/Ma client justifie de préjudices de nature différente.

De manière non exhaustive, il sollicite l’indemnisation du préjudice moral et du préjudice économique en résultant (A ADAPTER SUIVANT ESPECE).

1. **Le préjudice moral :**

Pendant toute la durée de la procédure considérée, soit NOMBRE années, mon client a été maintenu dans une insécurité juridique source d’une anxiété quotidienne affectant sa qualité de vie.

Plus précisément, il a dû se maintenir sur le territoire français sous le coup d’une décision dont la légalité était parfaitement contestable et à propos de laquelle il était en droit de voir un contrôle juridictionnel s’exercer dans un délai rapide, cela d’autant que la loi prévoir des délais de jugement en la matière.

Agé de [AGE] mon client a dû se maintenir sur le territoire français sans que sa situation administrative puisse être examinée, alors que son séjour aurait dû être autorisé. Il a développé une grande anxiété ayant à chaque instant peur d’être contrôlé.

En évaluant à 20€ par jour le préjudice moral subi pendant la période d’attente (nombre de jours entre la date d’enregistrement de la requête et la date du courrier), mon/ma client(e) est fondé(e) à solliciter la somme de [XXX euros].

1. **Le préjudice économique (perte de salaires) :**

Au jour de l’examen de sa situation, le requérant disposait d’une promesse d’embauche immédiate en cas de régularisation pour un poste de **[INTITULE DU POSTE**], rémunéré à hauteur de [ SALAIRE MENSUEL NET] par mois.

Durant la période s’étendant de la date d’enregistrement de sa requête à ce jour, **[NOM ET PRENOM DE L’INTERESSE** a été privé de l’activité professionnelle qui s’offrait pourtant, à savoir un salaire d’au moins [ SALAIRE MENSUEL NET] par mois durant [ XXX mois].

Au regard de l’ensemble des éléments précités, **[NOM ET PRENOM DE L’INTERESSE]** est fondé à solliciter le règlement de la somme de [XXX euros] à parfaire, en indemnisation des préjudices précités du fait du comportement fautif de l’Etat.

Je joins à la présente les documents étayant les présentes demandes.

Vous souhaitant bonne réception des présentes,

Veuillez agréer, Madame le Garde des Sceaux, Madame, Monsieur, l’expression de mes sentiments distingués.

 NOM DU CONSEIL

**P.J. :**

Décision contestée

Accusé d’enregistrement de la requête

Toute autre pièce utile.